

7 septembre 1996, Trois-Rivières

Allocution à l'occasion du Conseil national du Parti Québécois

Chères militantes, chers militants,

Il s'est passé beaucoup de choses depuis notre dernière rencontre, en avril. Beaucoup de choses. Sur le marché de l'emploi. Sur la question linguistique. Dans les relations entre le Québec et le Canada. Il y a eu les exploits de nos athlètes olympiques. Il y a eu la fête nationale. Les festivals. L'humour, le jazz, les films, la chanson. Beaucoup d'eau a passé sous les ponts, comme on dit. Il y a aussi beaucoup d'eau, énormément d'eau, qui a passé par-dessus les ponts, et par-dessus les barrages, à côté des barrages, ont même emporté des barrages. Et de tout ce qui s'est produit depuis avril, une chose dépasse toutes les autres. Une chose vraie et forte, une chose fondamentale qui, dans nos moments de détresse ou de découragement, doit nous donner confiance : il s'est produit la solidarité entre Québécois. Les inondations de l'été ont provoqué chez nous une de ces montées de volonté collective qui refont, périodiquement, la démonstration de notre capacité d'entraide, de notre esprit de dévouement, de notre propension à tendre la main et à agir pour le bien commun. Les Québécois l'ont fait rapidement, spontanément. Sur les lieux, en recueillant les familles, les proches, les voisins, les touristes souvent qui ont pu goûter, plus qu'ils ne le pensaient, à l'hospitalité québécoise. Puis les Québécois se sont organisés, avec la Croix Rouge, avec les artistes, avec les chaînes de télévision, pour démultiplier le secours apporté aux sinistrés, pour démultiplier les expressions de sympathie et de solidarité. Nous l'avons fait à notre manière. Avec humour, avec générosité, avec le sourire, et souvent en chanson. L'État québécois, de son côté, a œuvré en espérant se hisser à la hauteur de la solidarité des Québécois. Ce n'est pas à moi de juger de notre performance mais, je dois vous le dire, la barre était haute.

La solidarité québécoise, nous l'avons vue, je dirais, à l'état brut, à l'état pur. Devant le défi, devant l'effort, le peuple québécois a fait preuve de sérénité, de célérité, de générosité. Notre défi, à vous et à moi, c'est de faire en sorte que ce réflexe de solidarité, qui transcende les régions, les générations, les religions et les corporations, soit aussi vivant et aussi vibrant cet automne, face aux grands défis que nous nous sommes donnés en tant que société. Nous nous sommes donné deux grands rendez-vous collectifs cet automne. Le Congrès du Parti Québécois, j'en parlerai tout à l'heure. Avant, nous aurons le Sommet québécois et toute une série de décisions dont la plupart ne seront pas faciles.

Au Saguenay, en ce moment, nous sommes en train de réparer, de consolider, de solidifier. Pour faire en sorte que les fondations soient à nouveau solides, que les constructions tiennent pour plusieurs générations. C'est aussi ce que nous ferons au Sommet et dans l'ensemble des débats qui animent la société et le gouvernement. Nos sinistres collectifs, ils s'appellent « chômage », « endettement » et « décrochage ». Ils minent les fondations de notre société. Ils sapent notre capacité de subvenir aux besoins des prochaines générations. Mais, vous le savez, depuis le printemps dernier, le Québec tout entier est un vaste chantier. Les propositions, les réflexions, les débats convergent vers un automne chargé. Ces derniers jours, les États généraux de l'éducation ont marqué la dernière étape d'un fructueux processus de remise en question de notre réseau éducatif. Dans ce domaine, il faut maintenant tirer les conclusions, décider et agir. Ailleurs dans le secteur public, la

transformation de notre régime de santé se poursuit, une réforme de la sécurité du revenu est sur le point d'être présentée, notre fiscalité fait l'objet d'audiences publiques partout au Québec. Dans chaque cas, il s'agit de tirer le meilleur parti de ce que les Québécois ont construit jusqu'ici, de moderniser, puis de se remettre solidement sur les rails pour les prochaines générations.

Il s'agit de se redonner les moyens d'une plus grande justice sociale, d'une plus grande qualité de vie, d'une plus grande générosité envers nos enfants, nos aînés, nos démunis, d'une plus grande richesse collective à redistribuer. Dans d'autres sociétés, on prend prétexte de la lutte au déficit pour déchirer le filet social. Nous, au contraire, nous faisons en sorte de réinventer notre façon de concevoir nos programmes de solidarité sociale en les combinant à notre refus d'endetter nos jeunes. Cette année, nous avons posé plusieurs gestes qui conjuguent économies, progrès social et solidification: Avec l'assurance-médicament, nous faisons en sorte que plus d'un million de Québécois puissent dorénavant se soigner sans se ruiner, et nous étendons la couverture à 300 000 enfants qui en étaient démunis.

Nous faisons en sorte que 600 000 Québécois à faibles revenus puissent maintenant faire valoir leurs droits devant les tribunaux, grâce à la réforme de l'aide juridique. Grâce à la loi sur l'équité salariale que nous adopterons à l'automne, les femmes du Québec bénéficieront d'un outil efficace pour obtenir un salaire équitable. Nous travaillons aussi à une prestation unifiée pour les enfants qui aidera financièrement les familles et constituera pour les prestataires de la sécurité du revenu une incitation au retour au travail. Tout ce progrès social qu'il nous faut accomplir de pair avec une réduction de nos déficits. C'est un nouveau concept, auquel la société québécoise est en train d'adhérer, qui consiste à générer plus d'équité, plus de justice sociale, tout en réduisant la facture léguée à la prochaine génération. Il faut que ce changement soit durable.

Je suis heureux de pouvoir faire rapport quant à la tâche la plus difficile qui nous ait été donnée par la conférence socio-économique de mars dernier : l'élimination du déficit, la fin du pelletage de factures à nos jeunes. Monsieur Parizeau et le gouvernement du Parti Québécois avait déjà réduit d'un tiers le déficit record laissé en héritage par le gouvernement libéral. La conférence de mars nous a donné le mandat de réduire cette année le déficit courant à 3 200 000 000 \$. Après cinq mois, maintenons fermement ce cap et nous avons la certitude d'y parvenir. Nous avons déjà commencé à préparer l'État québécois pour l'objectif fixé pour l'an prochain, 2 200 000 000 \$. Je vous le dis très franchement : l'année qui vient sera la plus difficile. L'étape à venir demandera le plus d'imagination et de solidarité. Cet automne et au printemps prochain, avec nos partenaires et avec la population, nous devons faire des choix éclairés et contraignants. Et lorsque nous déposerons les crédits et le budget l'an prochain, nous aurons pris les grandes décisions, nous aurons fait le gros du boulot. Ensuite, les deux années qui suivront, exigeront bien sûr de la rigueur et de la constance, alors que nous atteindrons enfin l'équilibre budgétaire, le bout du tunnel. Alors que nous retrouverons enfin notre marge de manœuvre collective. Mais les mois qui viennent, l'automne, l'hiver, le printemps prochain, exigeront plus : ils exigeront de la volonté, de la lucidité et du courage. Les mois qui viennent testeront notre intelligence et notre solidarité en tant que parti, en tant que gouvernement et en tant que société. C'est véritablement à une corvée qu'il faut nous atteler. Je dis une corvée, parce qu'il s'agit d'un effort important, mais temporaire. Chez nous, comme dans beaucoup de régions du Québec, on dit: un bi. C'est ce

que nous devons faire dans l'année qui vient. Les obstacles se dressent devant nous : l'inertie, le refus du changement, les corporatismes, le « pas dans ma cour ». Jusqu'à maintenant, nous avons fait face et nous avons eu le dessus. Mais le vrai combat est encore à venir.

Nous avons pour nous notre capacité de nous concentrer sur la tâche à venir et de ne pas nous laisser distraire. Nous avons pour nous notre volonté de faire ces réformes dans un esprit d'équité sociale, en faisant en sorte que chaque Québécoise et chaque Québécois fasse sa part et en nous appuyant sur le plus large consensus possible. Nous avons pour nous notre détermination d'y arriver.

L'automne, l'hiver, le printemps. Trois saisons essentielles pour mettre solidement le Québec sur la voie de son avenir. Trois saisons pour nettoyer notre passif, nous débarrasser de nos boulets, mettre l'outil collectif québécois en état d'améliorer, durablement, la qualité de la vie et de relever d'autres défis. Les femmes et les hommes du Québec ont prouvé cet été qu'ils le méritent et qu'ils en sont capables. Les Québécois nous ont élu, nous du Parti Québécois, pour les diriger dans cette période difficile. C'est une lourde responsabilité que nous assumons. Nous devons y mettre toutes nos énergies, toute notre cohésion, toute notre passion.

Pour nous, il y va de notre crédibilité. Il y va aussi du grand projet que nous voulons présenter ensuite aux Québécois. Nous savons que plus le Québec sortira fort des mois qui viennent, plus les Québécois seront disposés à choisir la souveraineté. Nous savons que plus le Québec sortira fort des mois qui viennent, mieux il sera préparé à réussir la souveraineté. Nous le savons. Et nous ne sommes pas les seuls à le savoir. Nos adversaires d'Ottawa le savent aussi, et ils aimeraient tellement qu'on échoue. Il fallait voir, à Québec l'autre jour, les mines réjouies de cinq ministres fédéraux québécois lorsqu'ils ont appris que 76 000 Québécois avaient perdu leur emploi pendant deux mois cet été. Il fallait voir le sans-gêne avec lequel le premier ministre du Canada rejetait entièrement le blâme sur le gouvernement du Québec. Mais je me suis demandé ce qu'avait fait monsieur Chrétien récemment pour l'emploi au Québec. Son tout premier geste en tant que premier ministre du Canada fut d'annuler un important contrat d'hélicoptères qui aurait profité à la région de Montréal. Le contrat était contestable, je l'ai dit à l'époque, mais monsieur Chrétien est resté sourd à nos appels de remplacer cet investissement par un fond de reconversion de l'industrie militaire.

La perte pour le Québec fut nette, brutale, sans contrepartie. Son premier geste fut donc d'aggraver l'injustice chronique dont souffre le Québec en matière de dépenses fédérales dans la défense. Ensuite ? Ensuite il a fermé le Collège militaire Saint-Jean ; fermé le quartier général de Saint-Hubert ; diminué le nombre des CF-18 à Bagotville. Cette année, comme chaque année, monsieur Chrétien prive le Québec de sa juste part de ces dépenses structurantes : 650 000 000 \$ par année. Mais cette année, Monsieur Chrétien a fait mieux. Début mars, il a coupé l'aide fédérale au Centre Tokamak de Varennes, aggravant l'iniquité historique de la part allouée au Québec dans les budgets fédéraux en recherche et développement. En juin, il a transféré de Montréal à Mississauga des employés d'Énergie atomique Canada. Il a montré un tel manque de cohérence dans la négociation sur le bois-d'œuvre avec les États-Unis qu'il a fait reculer le principe du libre-échange, imposé un système désuet de quotas au Canada, et nuit à une industrie québécoise en pleine croissance. Pendant plusieurs années, les politiciens fédéraux avaient un argument. Ils

disaient : oui, peut-être créons-nous plus d'emplois structurants en Ontario dans la défense, en recherche et développement, en achat d'équipement, mais on compense en donnant aux Québécois plus que leur part d'assurance-chômage. Il aurait fallu dire merci ! Aujourd'hui, ce n'est même plus vrai. Le programme d'assurance-chômage est en lambeaux, le fédéral nous a envoyé pour plus de 100 000 000 \$ de factures par année et personne ne peut encore prétendre que les Québécois retirent un sou de plus du régime que ce qu'ils contribuent. Ainsi, grâce au gouvernement Chrétien, le Québec est maintenant déficitaire dans la création fédérale d'emplois et déficitaire dans l'aide aux sans-emploi.

Monsieur Chrétien se pose comme le champion de la lutte au déficit. Mais il coupe massivement dans les transferts aux provinces. Son déficit, c'est nous qui sommes en train de le réduire. Il se pose bien sûr en champion de la protection sociale, en principe. Mais en pratique, il coupe cette année de 650 000 000 \$ les transferts fédéraux au Québec pour la santé, la sécurité du revenu et l'éducation post-secondaire. L'an prochain, il coupera deux fois plus. Dans le dossier de la TPS, il s'est surpassé. Il a acheté, avec nos taxes, la collaboration des Maritimes et il rechigne à faire preuve d'équité envers le Québec.

Si Jean Chrétien veut poser un seul geste pour l'emploi au Québec, qu'il reconnaisse son erreur, qu'il nous rende notre dû, et qu'il réduise de 1,5 % le taux de la TPS au Québec. Avec l'aide du Bloc Québécois à Ottawa, nous allons tout faire pour forcer Ottawa à donner aux Québécois leur juste part d'investissements, de recherche et de projets. Mais nous savons que nous devons surtout compter sur nos propres moyens. Nous devons faire encore plus appel à la solidarité québécoise, au rassemblement des forces et des imaginations. Le défi n'en est que plus grand. La victoire n'en sera que plus solide. Au cours des semaines qui viennent puis au Sommet, nous allons bien sûr discuter de finances publiques et des moyens que nous prendrons pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés ensemble. Mais autant nous avons pu, au printemps, créer cet élan vers l'élimination du déficit, autant nous devons lancer, cet automne, un élan vers la création d'emplois. Nous aurons des choses à dire, à faire, à proposer, à mettre en œuvre. Pour le déficit, chacun devra faire sa part et chacun le fera, sauf le fédéral qui nous nuit avec ses coupures. Pour l'emploi, chacun devra faire sa part et chacun le fera, et on verra bien si le fédéral veut continuer à nuire où s'il adoptera une attitude plus responsable. Car qu'est-ce qui préoccupe, selon vous, les plus hautes autorités au bureau du premier ministre à Ottawa? La création d'emplois? L'équité pour les Québécois en matière de recherche et développement? Pas du tout.

Ce qui les préoccupe, c'est de planter partout des drapeaux canadiens. L'obsession du drapeau saisit tout l'appareil fédéral, du chef du gouvernement jusqu'aux officines locales. Chaque fois qu'un ministre fédéral donne un chèque de 1000 \$ à un organisme local ou régional, il y a toujours un drapeau attaché. Une clause de « visibilité » fédérale. Et ils insistent, et ils reviennent à la charge. Des dizaines de millions de dollars, des milliers d'heures sont engouffrés dans l'opération de propagande la plus ridicule de notre histoire. Il n'y a plus assez de « hood » pour planter tous les « flags » de Jean Chrétien. On apprenait d'ailleurs hier qu'après avoir dépensé des centaines de milliers de dollars pour nous habituer au sigle « SRC », Ottawa dans sa grande sagesse vient de décider de revenir à l'appellation « Radio-Canada ». Vous vous souvenez, pendant le référendum, un document de stratégie fédérale proposait de faire de la publicité subliminale. Aujourd'hui, ils ont plutôt décidé d'adopter la technique des gros sabots. Ça leur va bien.

Et pendant ce temps, cet été, le ministre du travail, Doug Young, affirme que la création d'emplois n'est plus du ressort du gouvernement canadien. Le gouvernement qui s'était fait élire en promettant des emplois a conclu cet été que ça ne le concernait plus. Il est trop occupé à imprimer des drapeaux. Alors on se pose la question : Que veulent-ils cacher derrière cet écran de drapeaux qu'ils érigent ? Ils veulent d'abord cacher leur impuissance. Une impuissance qu'on peut mesurer, maintenant, avec le recul.

Il y a dix mois, le 30 octobre, il y a eu un référendum au Québec. Les Québécois qui ont voté Oui et une grande partie des Québécois qui ont voté Non ont envoyé un signal clair au Canada. Le signal de ceux qui ont voté Oui, c'est qu'ils veulent pour le Québec une autonomie pleine et entière. Le message d'une grande partie de ceux qui ont voté Non, c'est qu'ils donnent une dernière chance au Canada de donner plus d'autonomie au Québec. C'est clair. Les fédéralistes québécois ont été nourris d'un rêve de statut particulier, de souveraineté culturelle, d'égalité des deux nations, de rapport Allaire. Toujours la revendication d'une plus grande maîtrise, par le Québec, de ses leviers de décision. On aurait pu croire que, devant un verdict référendaire aussi puissant, il se passerait quelque chose d'important au Canada. Que, dans l'espoir d'amadouer les Québécois, on leur accorderait des pouvoirs nouveaux, une plus grande marge de manœuvre. Pas par grandeur d'âme, mais par instinct de survie. Dans les journaux du monde entier, on lisait, en novembre dernier, que le référendum allait réveiller le Canada et le forcer à accepter la différence québécoise.

Dix mois se sont écoulés depuis. J'ai participé à deux conférences de premiers ministres. Une à Ottawa, une à Jasper. J'ai le regret de vous annoncer que le « réveil » du Canada fut extrêmement bref. Le signal envoyé par les Québécois a peut-être été entendu, mais il a été vite oublié. À Ottawa en juin, le fédéral n'a pas proposé plus d'autonomie aux Québécois, mais moins d'autonomie. Il a proposé la création de trois nouvelles agences pancanadiennes, sur les valeurs mobilières, la perception des revenus, l'inspection des aliments qui vont réduire la marge de manœuvre des Québécois. À Jasper, le mois dernier, les premiers ministres du Canada-anglais ont adopté un programme d'actions sur les programmes sociaux qui entraînerait, là aussi, non pas plus, mais moins d'autonomie pour les Québécois. Si on acceptait cette proposition, les Québécois devraient notamment renoncer à décider et à gérer eux-mêmes leur solidarité sociale. Le Québec devrait remettre au Canada quelque 3 000 000 000 \$ de ses impôts, renoncer à son projet de prestation unifiée pour les enfants, renoncer à ses actions pour les handicapés, réduire son autonomie en matière d'aide juridique, d'éducation post-secondaire, et j'en passe. Nous avons assisté, depuis le référendum, non pas à une reconnaissance de la volonté des Québécois d'être maîtres chez eux, mais au contraire à une accélération de la volonté du peuple canadien-anglais de construire un pays unique et homogène.

Nous l'avons vu à Ottawa, en juin, dans un processus classique de centralisation. Nous venons de le voir à Jasper, dans le nouveau processus de l'inter-provincialisme. Jasper a d'ailleurs été une nouvelle démonstration, éclatante, de l'incapacité canadienne de satisfaire les besoins du Québec. On se serait cru revenu à l'accord de Charlottetown. Car vous savez, c'est vrai que le peuple canadien-anglais veut modifier son fonctionnement. Et il se demande si ses objectifs nationaux sont mieux servis par le gouvernement fédéral, qu'il contrôle, ou par une meilleure coordination entre ses provinces. L'idée qu'il existe à côté un autre peuple, le peuple québécois, qui a ses propres priorités et ses propres idées sur la

façon de gérer ses affaires, n'entre pas du tout dans cette équation. La possibilité d'accroître l'autonomie québécoise pour répondre, ne Serait-ce que partiellement, au signal référendaire n'est proposée par personne. Elle n'est même pas évoquée. Et quand des grandes provinces, comme l'Ontario ou l'Alberta, laissent entendre qu'elles pourraient avoir intérêt, pour leurs propres raisons, à obtenir plus d'autonomie, elles se font immédiatement bloquer la route par les petites provinces, majoritaires, qui ont besoin de l'intervention fédérale.

Je donne un avis aux fédéralistes québécois qui auraient eu un peu d'espoir dans cette voie de l'inter provincialisme : pour le Québec, c'est un autre cul-de-sac. Pour les fédéralistes québécois, aujourd'hui, les nouvelles sont mauvaises. Toutes les routes qui pourraient mener à une plus grande autonomie québécoise sont fermées, verrouillées à double tour. La seule chose que le fédéral est prêt à nous laisser, ce sont des factures, des dettes et des chômeurs. Pas étonnant que, le printemps dernier, dans un instant de découragement et de lucidité, Daniel Johnson ait déclaré qu'au train où il va, Jean Chrétien sera peut-être le dernier premier ministre du Canada.

Les libéraux provinciaux déclaraient d'ailleurs cette semaine qu'en aucun cas ils ne se mettraient au service de Jean Chrétien pendant la prochaine élection fédérale. On comprend leur détresse. Mais ils ont beau dire et faire, il reste qu'ils sont aujourd'hui complètement muselés par la politique de Jean Chrétien. Après le résultat référendaire, nous devrions être aujourd'hui dans l'âge d'or du fédéralisme renouvelé, asymétrique. Les fédéralistes devraient être en train de publier de nouveaux tomes sur la question. Mais au contraire, Daniel Johnson ne parle même plus d'autonomie. Il n'ose plus demander de pouvoirs nouveaux. Il a tellement bien compris, lui, qu'il n'allait rien se passer, qu'il préfère se taire ou faire semblant de s'enticher d'inter provincialisme. Il renie aujourd'hui 35 ans de combat libéral pour l'autonomie québécoise. Il tourne le dos à son combat et à ses électeurs. Les fédéralistes savent mieux que personne que la construction d'un gouvernement canadien puissant, plus centraliste, moins respectueux des volontés du Québec, est un processus fondamental et irréversible.

Mais laissons les libéraux de Daniel Johnson à leurs chagrins et revenons aux agissements du gouvernement Chrétien. Puisqu'il n'est pas question de reconnaître plus d'autonomie au Québec, puisqu'il ne peut pas, donc, résoudre durablement le problème canadien, il adopte la politique du pire. La politique du pourrissement. Jean Chrétien a commencé par souffler sur les braises de la partition. Ensuite, lorsque le directeur général des élections du Québec a donné avis que certains de ses députés et organisateurs avaient violé la loi québécoise des consultations populaires, il a laissé dire qu'ils avaient bien l'intention de la violer encore la prochaine fois.

Ensuite, malgré les pressions des cercles fédéralistes québécois, y compris des milieux d'affaires, Monsieur Chrétien a appuyé la croisade de Guy Bertrand, qui veut interdire aux Québécois de décider de leur avenir. Ensuite, son ministre Doug Young a expliqué qu'il n'était pas normal que des citoyens québécois qui ne sont pas nés au Québec soient souverainistes. Ils devraient se trouver un autre pays, a-t-il dit. Monsieur Chrétien n'a rien trouvé à redire. Ensuite, il a nommé comme lieutenant-gouverneur du Québec un des partisans du Non qui a tenu les propos les plus extrêmes au sujet des souverainistes et de leur chef.

Derrière l'ensemble de ces actions, il y a deux sentiments : le manque de respect et la peur. Un profond manque de respect pour les millions de Québécois souverainistes, pour les millions de Québécois qui ont voté Oui.

La peur, aussi, de la démocratie québécoise. La peur des institutions québécoises. La peur des lois québécoises. La peur que, la prochaine fois, la démocratie québécoise choisisse la souveraineté. Alors ils voudraient contester, miner notre démocratie. Et nous devons comprendre que s'ils en ont peur, c'est donc notre force, c'est notre rempart. Et nous allons la protéger, pied-à-pied, dans tous ses principes et dans toutes ses conséquences, contre les assauts du gouvernement fédéral. Il y a donc du manque de respect et de la peur, dans la stratégie fédérale. Les Québécois rejettent ces attitudes. Ils s'inquiètent lorsque l'État fédéral s'entoure de boute-feux et de gens excessifs. Le gouvernement Chrétien a pris un aller-simple vers le radicalisme politique, et les Québécois ne le suivent pas sur ce chemin. Les Québécois sont des gens posés, mesurés, qui ne bousculent personne mais qui ne veulent pas être bousculés. Mais le gouvernement Chrétien fait un pari. Il se dit qu'à force de radicalisme, à force de propos excessifs, à force de provocations, le gouvernement du Parti Québécois, les membres du Parti Québécois, vont finir par tomber dans le panneau, vont finir par répondre à l'excès par l'excès. Ils savent que notre gouvernement et notre parti sont aujourd'hui en phase avec l'opinion québécoise. Parce que nous nous préoccupons d'économie, de santé, de finances publiques, parce que nous voulons à la fois la compétitivité des entreprises et le progrès social, parce que nous préparons un Sommet important, parce que nous nous employons à susciter des consensus en des temps difficiles, nous avons établi avec le Québec un lien de confiance. Nos concitoyens nous donnent le bénéfice du doute, ce qui est une denrée rare et précieuse en politique. Il faut s'en montrer digne. Et si on le fait, nous pourrons ensuite nous rendre, avec la majorité des Québécois, à la souveraineté.

Le gouvernement Chrétien voudrait au contraire provoquer une rupture entre le gouvernement du Parti Québécois et la majorité de nos citoyens. Ils veulent nous bousculer, littéralement nous pousser pour nous déconnecter de la majorité québécoise. Alors ils nous testent. Et ils échouent. Ils ont échoué avec la partition. Ils ont échoué avec le lieutenant-gouverneur. Ils ont échoué avec Guy Bertrand. Et j'ai beaucoup apprécié la réplique de notre ministre Paul Bégin mercredi : « Pour décider de l'avenir du Québec, le seul juge et le seul jury, c'est le peuple du Québec ». Alors chaque fois, nous avons répondu avec franchise, avec fermeté, avec rigueur. Nous avons défendu nos principes, défendu la démocratie québécoise, mais sans excès et sans manquer de respect pour quiconque. Mais maintenant, ils ont une autre carte, une autre provocation. Ils pensent avoir trouvé la bonne, ils pensent que cette fois-ci, ça va marcher. Ils ont trouvé Howard Galganov. Et Monsieur Chrétien, cet été, lui a donné sa bénédiction, a encouragé sa croisade, a contribué à le mettre au monde. Mais ce monsieur a une idée très claire de ce qu'il veut accomplir.

Dans un document de stratégie dont la Gazette a fait état il y a quelques semaines, il expliquait que sa croisade avait peu à voir, finalement, avec les droits des Québécois anglophones ou avec l'affichage. Son objectif, écrit-il, est d'empêcher la souveraineté. Et il fait un calcul assez lucide : pour que la souveraineté se réalise, il faut un Parti Québécois uni, il veut donc diviser le Parti Québécois. Pour le diviser, il faut frapper ce qu'il appelle « le talon d'Achille » du PQ, la question linguistique. Ce faisant, il vise à provoquer une rupture entre le parti et la population, une division entre les militants, entre le parti et le gouvernement. Ainsi,

et je le cite au texte, on pourra provoquer « une fracture profonde dans le Parti Québécois qui permettra d'écarter la menace souverainiste pour longtemps, sinon pour toujours ». Fin de la citation. Les stratégies de déstabilisation se fondent sur une parcelle de vérité, qu'on amplifie, qu'on détourne et qu'on exploite.

Ici, la parcelle de vérité, c'est une inquiétude réelle, au Québec mais surtout à Montréal, sur la question de la langue et de l'affichage. Même si tous les sondages récents montrent que la grande majorité des Québécois, la grande majorité des francophones, et la grande majorité des électeurs péquistes sont favorables au statu quo sur l'affichage, il n'en reste pas moins qu'on assiste, par exemple, à la prolifération de raisons sociales unilingues anglaises, qui sont souvent le fait de chaînes américaines, Music World, Blockbuster et compagnie, et qui échappe complètement à notre contrôle. Il n'en reste pas moins aussi, que sous la pression de quelques coups de téléphone et se prévalant de la loi 86, 15 grandes chaînes de magasins ont modifié, cet été, leur affichage pour y introduire de l'anglais dans certaines régions. Ce sont des faits. Et sur la base de ces faits, on voudrait nous faire croire que tous les commerçants de l'île de Montréal sont autant d'agitateurs qui rêvent au retour de l'unilinguisme anglophone et qui sont prêt à résister bec et ongles au moindre adjectif, substantif ou dénomiatif français. Ça, mes amis, ce n'est pas un fait. On me montrait cette semaine le dernier bilan de l'action de l'Office de la langue française pour l'année. Sur 900 interventions, presque toutes à Montréal, les commerçants ont accepté d'emblée, rapidement, sans problème, de mettre plus de français sur leurs affiches dans 97 % des cas. Voilà un chiffre qui détonne. Dans une année référendaire, dans un printemps linguistique chargé, alors que des médias anglophones sonnent le branle-bas de combat... 97 % des commerçants obtempèrent rapidement.

On a l'impression de voir deux réalités différentes. L'agitation vociférante d'une part, la bonne volonté de beaucoup de commerçants d'autre part. La leçon, pour nous, du parti qui gouvernons le Québec, c'est qu'il ne faut pas se tromper de réalité. Dans les débats qui vont nous animer, dans les congrès régionaux la semaine prochaine et les suivantes, puis au grand congrès de novembre, dans les décisions que nous allons prendre comme parti et comme gouvernement, il ne faut pas se tromper de réalité. La provocation fédéraliste est notre ennemie. La précipitation est notre ennemie. La fausse perception des choses est notre ennemie. Sur l'affichage, vous le savez, l'Office de la langue française a entamé un nouveau relevé de la situation du français et nous pourrons, d'ici le congrès, constater, chiffres en main, sobrement, l'évolution des choses depuis un an. Cette semaine en Commission parlementaire, le Conseil de la langue française a recommandé de modifier la règle sur l'affichage seulement si on observait une dégradation réelle de la situation du français. C'est ce qu'a proposé aussi le mémoire déposé par le Parti Québécois.

Je sais que, dans les congrès régionaux, vous allez aborder cette question de fond. Plusieurs envisagent des solutions de rechange à l'aménagement actuel. Certains d'entre vous songez à un retour à l'unilinguisme français. Certains d'entre vous songez plutôt à une solution mitoyenne, faisant une différence entre petits et grands commerces. Si nous constatons une dégradation de la place du français et si nous devons modifier le règlement actuel, y a [-t-]il une voie entre le statu quo et le retour à l'unilinguisme? Je sais que plusieurs de nos militants, comme plusieurs de nos partenaires de la souveraineté se posent activement la question et cogitent sur des scénarios alternatifs.

La question est d'autant plus importante que beaucoup de nos militants et de nos partenaires sont extrêmement réticents à suspendre l'application de la Charte québécoise des droits dans un changement éventuel. C'est une attitude qui les honorent. Je la partage. Nous sommes entre démocrates. Nous avons la responsabilité, en fait, l'obligation, de protéger les droits fondamentaux de nos citoyens. À la provocation, il faut répondre par la lucidité et la responsabilité. À la stratégie de nos adversaires qui veulent nous diviser, il faut répondre par le débat libre et ouvert, et par la volonté de décision et d'action commune. Si l'affichage est une question qui nous préoccupe, avec raison, il faut bien se rendre compte que c'est la face visible d'enjeux autrement plus importants.

La survie d'une société québécoise francophone en Amérique du Nord repose toute entière sur notre capacité à mieux intégrer les nouveaux arrivants. Pour y arriver, la langue de travail, l'enseignement du français et l'école me semblent être les sujets cruciaux qui ont chacun un impact plus grand sur notre avenir que l'affichage. Le groupe de travail que nous avons constitué ce printemps sur la francisation des entreprises doit nous remettre son rapport le mois prochain et nous devrions lui accorder toute notre attention. Les leçons que le gouvernement va tirer des États généraux de l'éducation sur la meilleure façon d'instaurer des commissions scolaires linguistiques qui seront un autre lieu d'intégration, sont aussi essentielles pour la suite des choses. L'action qu'a entreprise le ministre délégué aux Relations avec les citoyens pour réformer les COFI et améliorer leur fonctionnement et leur efficacité est un autre aspect important de notre action renforcée pour l'intégration. Un dernier mot, avant de conclure, sur la communauté anglophone. Certains s'étonnent, ces jours-ci, que des organisations anglophones mettent en cause les fondements même de la Charte de la langue française. Le français langue commune. L'accès à l'école anglaise. Certains parlent d'un pacte qui aurait existé et qui serait maintenant rompu. Ce n'est pas comme ça que ça se présente. Et ça ne se présentera jamais comme ça. La réalité québécoise, des francophones et des anglophones, est unique au monde. Aucune autre société n'est, comme la nôtre, aux portes de la puissance linguistique et culturelle exerçant la plus grande force d'attraction de l'histoire. Francophones d'Amérique, nous sommes aux premières loges, et nous n'avons pas en mains tous les outils qu'il nous faut pour compenser entièrement l'attraction anglophone. D'où, notre insécurité de francophones.

Notre communauté anglophone, elle, est membre de cette culture dominante. Pourtant, minoritaire au Québec, ayant perdu quelques centaines de milliers de ses membres, elle s'inquiète de sa survie en tant que communauté, pas dans le monde, mais au Québec. Nous sommes en situation de double insécurité. Il n'y aura donc jamais de moment où la communauté anglophone adhérera majoritairement aux mesures que nous prendrons pour contenir la force d'attraction de l'anglais au Québec. Ce ne sera jamais leur premier choix de réduire la place de l'anglais sur l'affichage, de baliser le droit d'entrée aux écoles anglaises, ou même de dire que le français est la langue officielle et commune. Ni l'opinion publique anglophone, ni ses organisations, ni ses médias. C'est normal, et le contraire serait surprenant.

Il est cependant de notre responsabilité de faire les arbitrages. De déterminer ce qui constitue un accommodement raisonnable et ce qui constitue un affaiblissement de la position du français. Ce n'est pas tout ou rien, et ce ne le sera jamais. L'action résolue, ferme

et multiforme du gouvernement en faveur du français doit aussi être respectueuse des droits et des aspirations de la minorité.

Ce que nous pouvons raisonnablement espérer, ce à quoi nous devons obstinément aspirer, c'est de concevoir un aménagement linguistique juste, stable, qui assure la pérennité du français à Montréal et au Québec, qui assure une meilleure intégration des nouveaux arrivants, tout veillant, comme nous y engage notre programme, au dynamisme de la communauté anglophone. Nous pouvons raisonnablement espérer, non l'adhésion ou l'enthousiasme, mais un *modus vivendi*, fondé sur le respect mutuel et la tolérance. J'admets volontiers que nous n'y sommes pas, aujourd'hui. Mais j'affirme qu'il ne faudra jamais jeter la serviette. Ce que je vous ai dit ce printemps, ce que j'ai dit au Centaur, vous me l'entendrez dire encore souvent et longtemps. Nous sommes le gouvernement de tous les Québécois. Malgré les provocations, les stratégies fédérales, la radicalisation et les mauvaises humeurs des uns et des autres, je n'arrêterai jamais de penser qu'il est dans l'intérêt de toute la société québécoise qu'un gouvernement souverainiste, donnant un vigoureux élan pour la défense et la promotion du français, jette en même temps les bases d'un *modus vivendi* avec sa communauté anglophone.

Car lorsqu'un gouvernement du Parti Québécois aura établi un aménagement linguistique qui conjurera nos deux insécurités, qui fera avancer la tolérance chez la majorité et la minorité, nous aurons réglé le problème, bien et pour longtemps. Mais dans la tourmente actuelle, si nous cédon à la tentation d'abandonner cet objectif, nous nous rapetissons, nous devenons l'adversaire dont rêve Jean Chrétien.

Nous avons mieux à faire. Nous avons une économie à moderniser. Nous avons des Québécois à remettre au travail. Nous avons la tâche de faire entre le Québec, ses entreprises, son État, sa solidarité sociale, dans le 21^e siècle. C'est nous, du Parti québécois, qui avons cette tâche et nous avons l'intention de la réussir. Et nous avons un combat à livrer, le combat souverainiste. Il ne faut pas se tromper de cible. C'est pourquoi j'ai un dernier mot à dire à Jean Chrétien.

Le chef du Bloc Québécois, Michel Gauthier, est avec nous aujourd'hui. Michel, à Ottawa jour après jour, dans l'antre du lion. Je connais bien la définition de sa tâche. Elle n'est pas facile. Avec les députés du Bloc, Michel défend quotidiennement le peuple québécois, devant des gens qui prétendent que le peuple québécois n'existe pas. Sur tous les dossiers, dans tous les domaines, Michel Gauthier et le Bloc Québécois sont à Ottawa la voix, les yeux et les oreilles du Québec. Imaginez un instant le sort que nous réserverait le fédéral, s'il n'y avait pas la vigilance du Bloc. La semaine dernière, Michel Gauthier a lancé un défi à Jean Chrétien. Il l'a sommé de venir devant les électeurs québécois et de défendre son Plan A et son Plan B et son Plan C, tout l'alphabet fédéral. Michel a raison. Les Québécois sont prêts à donner leur opinion sur les manigances de Jean Chrétien. Le jury québécois est prêt à se rendre à la boîte de scrutin, et à lui dire ce qu'il pense des tactiques anti-démocratiques du chef du Parti libéral.

Qu'il vienne expliquer pourquoi, cinq jours avant le référendum, il déclarait solennellement que les Québécois avaient le pouvoir de décider de leur avenir, mais qu'il dit aujourd'hui le contraire. Qu'il nous explique pourquoi il ne croit plus à la démocratie. Pourquoi il ne respecte pas la loi québécoise sur les consultations populaires. Pourquoi il pense que la

Charte de la langue française ne doit pas être appliquée. Pourquoi il encourage des agitateurs. Pourquoi il se préoccupe plus de drapeaux que d'emplois. Les Québécois sont prêts à écouter les parties et à rendre leur verdict. Et si le Parti libéral du Québec a honte de Jean Chrétien et refuse de l'appuyer à l'élection, le Parti Québécois, lui, est extrêmement fier du Bloc Québécois et de son chef Michel Gauthier, et nous lui prêterons toute l'aide qu'il désirera, du militant de base au président du Parti, pour que le verdict des Québécois soit entendu haut et fort. Le Bloc québécois à Ottawa est essentiel pour toutes nos tâches. Ce sont, surtout, des compagnons indispensables dans les étapes qui viennent et qui nous conduisent, ensemble, à la souveraineté.

Merci.